

Introduction

Femmes et politique, le genre de l'engagement

Karine BERGÈS et Mercedes YUSTA RODRIGO

« Comment une paysanne, qui n'a jamais rien eu à voir avec la politique, devient-elle une partisane? Qu'est-ce qui lui fait échanger le chapelet contre le révolver¹? » Ingrid Strobl se posait cette question à propos des partisans qui luttèrent contre le fascisme et l'occupation allemande dans l'Europe des années 1930 et 1940. Et ce sont des questions comme celle-ci qui nous ont amenées à ouvrir cette réflexion sur les formes, les modalités et les conséquences de l'engagement politique des femmes, lequel, à la différence d'autres activités et espaces volontiers associés à la féminité, apparaît rarement comme *naturel*. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que ce n'est pas de biologie dont il est question ici, mais de genre : c'est-à-dire de la façon dont les femmes construisent leurs subjectivités en fonction de rapports de pouvoir qui leur assignent des espaces et des rôles à l'intérieur desquels elles peuvent légitimement évoluer². Ainsi, pendant fort longtemps, le champ du politique, qui dans les sociétés modernes s'est largement construit sur l'exclusion des femmes (et d'autres catégories de population considérées comme subalternes ou dominées) leur a été formellement interdit ; dans l'Espagne de la moitié du XIX^e siècle, un ouvrage fort populaire dessinait la figure repoussante de la *politico-mana* (« politico-mane »), la femme férue de politique, comme une femme monstrueuse qui trahissait son sexe par son engagement contre-nature, poussée à cela par un physique disgracieux qui l'empêchait de suivre la voie « naturelle » de l'accomplissement féminin dans la maternité et la domesticité³.

Des entraves administratives, légales, idéologiques et culturelles puissantes ont donc été mises en place, pendant le processus même de

1. I. STROBL, *Partisanas. La mujer en la resistencia armada contra el fascismo y la ocupación alemana (1936-1945)*, Virus, Barcelone, 1996, p. 88. Notre traduction.
2. Pour l'articulation des catégories de sexe/genre/rapports de sexe voir N.-C. MATHIEU, *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Éditions iX^e, 2014 (1^{re} éd. en 1991).
3. G. GARCÍA Y TASSARA, « La politico-mana », in *Los españoles pintados por si mismos*, Madrid, Gaspar y Roig, 1851 (1^{re} éd. 1842-1843).

construction des États libéraux modernes, pour barrer la route à l'engagement politique des femmes, et cela au prix d'une violence qui allait souvent bien au-delà des mots. Il n'empêche : les femmes n'ont cessé de s'intéresser à la politique, en cachant leur identité sexuée sous des habits masculins pour assister aux débats parlementaires, en prenant les armes s'il le fallait, ou bien en inventant ou modifiant des formes spécifiques d'engagement qui détournaient les normes et les discours de genre, dans le but de mieux asseoir leur action *féminine* (et souvent revendiquée comme telle, même en amont du féminisme) et de la légitimer dans le champ politique. C'est pourquoi l'activisme des femmes, comme celui d'autres collectifs dominés, déploie souvent de nouvelles formes d'intervention dans le champ du politique, lui-même redéfini, injectant du politique dans des espaces censés être hors de sa portée, brouillant les frontières entre le public et le privé : car « les problèmes les plus secrets des femmes, ceux qu'elles vivent dans leur corps et dans leur tête, sont des problèmes politiques... Il n'y a pas de séparation entre la politique et l'expérience subjective⁴ ».

Si au cours du XX^e siècle le regard sur l'engagement politique des femmes change, s'il ne semble plus frappé du sceau de l'interdit, le genre, comme système normatif et comme mode de hiérarchisation des rapports entre les sexes, continue, lui, de marquer profondément le rapport des femmes au champ politique, et cela des formes les plus organisées de l'activisme politique aux plus informelles. La possibilité même, pour les femmes, d'un engagement politique est toujours mise en question, à travers des pratiques et des discours qui se révèlent parfois d'une étonnante longévité. Si un syndicaliste espagnol du début du XX^e siècle se demandait, face à l'engagement croissant des femmes dans les organisations ouvrières, « qui raccommoiera nos chaussettes⁵ ? », on a pu entendre bien plus récemment un homme politique français demander, face aux (ressenties comme) velléités présidentielles d'une femme politique, « qui s'occupera des enfants⁶ ? ».

Cet ouvrage se propose ainsi, dans une approche pluridisciplinaire et transnationale, de mener une réflexion sur la spécificité de l'engagement des femmes à partir du début du XX^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Il a pour objectif d'identifier et d'analyser les formes plurielles de l'engagement féminin dans le champ politique, en prenant le « politique » dans son acception la plus large : du militantisme féminin au sein des partis politiques classiques, aux organisations politico-militaires (milices, guérillas) en passant par les mouvements sociaux et autres actions collectives ou individuelles, visant à

4. D. LÉGER, *Le féminisme en France*, Le Sycomore, 1982, p. 13-14, cit. p. 371.

5. « Quién nos coserá los calcetines ? », *El Socialista*, 15 mai 1915. Voir D. RAMOS, « Trabajo, pan y rosas. Mujeres, movimiento obrero y acción colectiva en España. 1900-1930 », M.-A. BARRACHINA, D. BUSSY GENEVOIS et M. YUSTA (ed.), *Femmes et démocratie. Les Espagnoles dans l'espace public (1868-1978)*, Nantes, Éditions du Temps, 2007, p. 61-82.

6. Sur la construction du « corps politique » de Ségolène Royal pendant la campagne présidentielle de 2007 voir C. ACHIN et E. DORLIN, « "J'ai changé, toi non plus." La fabrique d'un-e Présidentiable : Ségolène Royal/Nicolas Sarkozy au prisme du genre », *Mouvements*, n° 50, 2007, [<http://www.mouvements.info/J-ai-change-toi-non-plus.html>].

mettre en cause les rapports de domination, comme l'engagement dans des organisations ou les réseaux associatifs, syndicaux, féminins ou féministes.

Penser la marginalisation politique des femmes a été une des tâches principales des théoriciennes féministes dans plusieurs disciplines comme la science politique, l'histoire, la philosophie, la sociologie, l'anthropologie... Depuis la fin des années 1980 notamment, en France, plusieurs ouvrages ont ainsi tenté de déconstruire les mécanismes de l'exclusion politique des femmes et de définir de nouvelles formes d'intervention dans la sphère du politique, en particulier la pratique militante féministe. Le rapport complexe, voire paradoxal, des femmes à la politique institutionnelle et à une citoyenneté qui avait été construite sans elles, sinon contre elles, a ainsi été mis en évidence, tout comme la difficulté de penser et de définir le sujet « femme politique ». Les discussions de ces dernières années au sujet de la parité en France ont à nouveau mis l'accent sur cet aspect paradoxal de la participation des femmes en politique, ainsi que sur la problématique définition des femmes en tant que catégorie politique⁷. En partant de ces travaux, qui mobilisent le plus souvent des définitions classiques de la sphère du politique, c'est-à-dire dans un cadre institutionnel et souvent à l'échelle étatique, cet ouvrage élargit le champ à des terrains qui se situent dans des cadres moins formels : nous considérons que dès lors qu'il y a la possibilité de combattre, négocier ou redéfinir des rapports de pouvoir, quelle que soit l'échelle dans laquelle ces rapports sont opérationnels, il y a *de facto* un espace politique. Ce qui implique également de mettre l'accent, non pas sur la notion de représentativité ou sur la présence institutionnelle, mais plutôt sur les actions concrètes des femmes à un niveau *micro*. Ce déplacement d'échelle rend la notion d'engagement politique particulièrement intéressante pour analyser le rapport des femmes à la politique en partant, non de la vision surplombante que la « haute politique » fournirait des femmes, mais d'une réappropriation par les femmes du champ du politique, au sens large, à partir de leurs actions et de leurs mobilisations concrètes.

De toutes les définitions d'engagement, par nature multiforme et difficile à appréhender, nous retenons celles que nous fournit la sociologie politique, qui mettent en lumière l'injonction pour le citoyen ou la citoyenne d'agir

7. M. SINEAU, *Des femmes en politique*, Paris, Economica, 1988 ; G. FRAISSE, *Muse de la raison. La démocratie exclusive et la différence des sexes*, Aix-en-Provence, Éd. Alinéa, coll. « Femmes et Révolution », 1989 ; F. GASPARD, C. SERVAN-SCHREIBER, A. LE GALL, *Au pouvoir citoyennes : Liberté, Égalité, Parité*, Paris, Le Seuil, 1992 ; J. FREEDMAN, *Femmes politiques : mythes et symboles*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; B. MARQUÉS-PEREIRA, *La citoyenneté politiques des femmes*, Paris, Armand Colin, 2003. Une analyse sur la façon dont les sciences politiques ont abordé les questions de genre et le rapport des femmes à la politique dans J. JENSON, « Au-delà des "femmes en politique". Les rapports de genre et la science politique », J. LAUFER *et al.*, *Le travail du genre*, La Découverte, coll. « Recherches », 2003, p. 345-359. Sur les discussions autour de la parité voir par exemple E. VARIKAS, « Une représentation en tant que femme ? Réflexions critiques sur la demande de la parité des sexes », *Nouvelles questions féministes*, 1995, vol. 16, n° 2, p. 81-127 ; L. BERENI et E. LÉPINARD, « "Les femmes ne sont pas une catégorie." Les stratégies de légitimation de la parité en France », *Revue française de science politique*, 2004, vol. 54, n° 1, p. 71-98.

pour la collectivité, de façon individuelle ou collective⁸. L'engagement s'entend ainsi comme participation politique et implique un « passage à l'acte⁹ » à partir d'un éventail d'attitudes allant de la simple réponse à un sondage, à la signature d'une pétition en ligne, au vote, à l'adhésion à un parti jusqu'à la protestation contestataire. L'engagement politique recouvre ainsi un champ large dont la généalogie a été retracée par Pascal Perrineau¹⁰, qui l'a structuré autour de « trois âges ». Le premier correspond à celui du « citoyen actif » théorisé par les penseurs du XVIII^e siècle et, repris par les philosophes du XIX^e siècle, qui ont valorisé de nouvelles formes de sociabilité à travers les activités de participation politique dans l'espace public. Le second, que l'on peut situer dans l'après-Seconde Guerre mondiale et qui se prolonge jusqu'à la fin des années 1960, forge la définition du « citoyen passif », un citoyen peu informé, peu engagé, peu actif et peu autonome témoignant d'une véritable apathie politique. Enfin le troisième âge, depuis les années 1990, reconsidère l'engagement politique mais sous des formes éclatées, diversifiées et plurielles. Ce sont ces formes d'engagement hétérogènes, qui mettent en œuvre de nouvelles modalités d'action, et qui élargissent ou resignifient le champ de l'engagement politique, qui seront l'objet de notre attention dans cet ouvrage¹¹. Cette conceptualisation de l'engagement politique a été enrichie des travaux en philosophie qui incluent la notion de responsabilité dans l'acte d'engagement. Ainsi, s'engager implique le sujet lui-même et le rend responsable d'une action ou d'une situation dont il aura à répondre. Comme le souligne le philosophe Jean Landrière, « celui qui s'engage inscrit de façon active son être dans la situation et, en même temps, il l'assume dans le mouvement de sa propre existence, lui prêtant pour ainsi dire sa substance et faisant désormais dépendre son sort de ce qui adviendra du destin extérieur qu'il a pris en charge¹² ».

Par ailleurs, des travaux autour des rapports entre sexe et militantisme ont récemment révélé le fonctionnement genré des organisations militantes et la façon dont celles-ci reproduisent des rapports hiérarchisés entre les sexes¹³. Si la réflexion sur les notions de militantisme et de genre a été

-
8. Voir sur la notion d'engagement : M. WIEVIORKA (éd.), *Raison et conviction : l'engagement*, Paris, Textuel, 1998 ; J. ION (dir.), *L'engagement au pluriel*, Saint-Etienne, Publications de l'université de Saint-Etienne, 2001 ; A. FOSSIER et E. GARDELLA (éd.), *L'engagement*, numéro spécial de *Tracés. Revue des Sciences Humaines*, n° 11, vol. 2, 2006. Voir également D. MEMMI, « L'engagement politique », *Traité de Science Politique*, Paris, PUF, 1985, vol. III, p. 310-367.
9. P. PERRINEAU, « Introduction », « Engagement politique. Déclin ou mutation ? », P. PERRINEAU (dir.), Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 13.
10. *Ibid.*, p. 14-17.
11. Voir en particulier L. THÉVENOT, *L'action au pluriel : sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte, 2006 ; L. THÉVENOT, « The plurality of cognitive formats and engagements moving between the familiar and the public », *European journal of social theory*, 10(3), 2007, p. 409-423.
12. J. LADRIÈRE, « Engagement », *Encyclopédie Universalis*, 1997 ; [<http://www.universalis.fr/encyclopedia/engagement/>].
13. « Militantisme et hiérarchies de genre », *Politix*, n° 78, vol. 20, 2007, [<http://www.cairn.info/revue-politix2007-2.htm>] ; « Les logiques patriarcales du militantisme », *Nouvelles questions féministes*, n° 3, vol. 24, 2005 ; « Femmes et militantismes », *Amnis, Revue de Civilisation Contemporaine Europe/Amérique*, n° 8, 2008, [<http://amnis.revues.org/522>] ; O. FILLIEULE et

féconde, en revanche la notion d'engagement, étroitement liée à celle d'activisme politique, n'a pas été suffisamment explorée dans une perspective de genre. Cette lacune peut s'expliquer par le caractère polysémique du terme « engagement » et par le faible intérêt que les sciences sociales ont accordé à la place des femmes dans les organisations syndicales ou politiques ainsi qu'aux rapports de genre qui les structurent. De plus, les femmes ont longtemps été cantonnées aux activités domestiques de la sphère privée et aux stéréotypes associés à leur sexe, ce qui a contribué à les tenir éloignées des espaces publics de l'engagement. Enfin, les logiques patriarcales à l'œuvre dans les organisations et mouvements sociaux ont minoré l'engagement au féminin au profit de la visibilité et la pérennité des luttes masculines. Comme l'indique Diane Lamoureux, « c'est ce phénomène de minorisation qui explique que plutôt que d'être des sujets politiques, les femmes sont largement devenues des objets de politique¹⁴ ». Cette invisibilisation a déjà été analysée par Patricia Roux et Olivier Fillieule dans *Le sexe du militantisme* qui distingue trois types d'invisibilisation : invisibilisation des hiérarchies de genre et de leurs effets dans la sphère des activités militantes ; invisibilisation dans la construction de l'histoire officielle des mouvements ; invisibilisation de la part des sciences sociales trop longtemps androcentrées¹⁵.

L'ouvrage part donc d'une double hypothèse : les formes et modalités de l'engagement politique sont profondément marquées par le genre, et les sujets vivent cet engagement, voire la possibilité de cet engagement, en fonction de leurs identités genrées. En partant de cette première et double hypothèse, nous voulions analyser de plus près les spécificités de l'engagement politique des femmes, dans le but de développer notre seconde hypothèse : par leur rapport complexe au politique, par le fait même que le champ politique s'est construit sur leur exclusion ou leur marginalisation, l'engagement des femmes modifie les contours et la portée du champ politique, brouillant ses frontières, déplaçant les limites de ce qui est traditionnellement considéré comme relevant du politique. Car souvent les femmes ont été obligées d'évoluer dans les interstices et d'agir sur les rapports de pouvoir à partir des espaces où leur action était considérée comme *légitime*¹⁶. Or ces espaces, souvent ceux du privé, du quotidien, de l'intime, étaient pensés et construits comme des espaces non politiques. L'engagement politique

P. ROUX, *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 ; E. ÁLVAREZ et L. PARINI, « Engagement politique et genre : la part du sexe », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 24, n° 3 : « Les logiques patriarcales du militantisme », 2005, p. 106-121 ; E. TARDY, *Militer au féminin*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 1995 ; « Femmes et engagement », *Cahiers de recherche sociologique*, sous la direction d'A. QUÉNIART et J. LAMOUREUX, n° 37, 2002, consultable sur [<http://www.erudit.org/revue/crs/2002/v/n37/index.html>].

14. D. LAMOUREUX, « Le dilemme entre politiques et pouvoir », *Cahiers de Recherche sociologique*, n° 37, 2002, p. 183-201, [<http://www.erudit.org/revue/crs/2002/v/n37/1002323ar.pdf>].

15. P. ROUX et O. FILLIEULE, « Avant-propos », *Le sexe du militantisme*, Paris, *op. cit.*, p. 13.

16. C'est par exemple le cas d'un militantisme des « ménagères » qui se développe autour des engagements politiques et syndicaux des hommes et qui a été analysé entre autres par D. LOISEAU, *Femmes et militantismes*, préfaces de Michelle Perrot et de Michel Verret, Paris, L'Harmattan, 1996.

des femmes, souvent contraint de se déployer à partir de ces espaces et des fonctions qui y sont associées, parvient à en faire des leviers pour légitimer la capacité transformatrice des femmes sur les rapports sociaux. Comme l'indiquent Laure Béréni et Anne Révillard, « des études menées sur la période contemporaine, dans une grande variété de contextes nationaux, “montrent” à quel point des identités privées et des rôles féminins *a priori* fondateurs d'exclusion de la sphère publique continuent d'être des leviers importants de politisation des femmes¹⁷ ». Les « politiques du *care*¹⁸ », ou les « maternités politiques » que nous abordons dans cet ouvrage, constituent un exemple de cette politisation des fonctions et des espaces traditionnellement considérés comme féminins.

Enfin, l'engagement des femmes contribuerait à la construction de ce que Manuel Castells conceptualise comme une « identité-résistance ». Car « l'identité-résistance peut être, d'une part, une façon de ne pas céder sous le poids des autres, de la culture dominante. Supporter sans être affaibli ou détruit. D'autre part, il peut s'agir de s'opposer, de se confronter, de tenir tête. Dans certains cas, les deux vont ensemble¹⁹ ». Pour les femmes qui s'engagent politiquement, en particulier pour celles dont l'engagement fait partie d'une prise de conscience féministe, il est évident que leur démarche les conduit à se construire en tant que résistantes à la culture dominante, à s'opposer, à tenir tête.



L'ouvrage s'articule autour de quatre parties qui abordent l'engagement des femmes dans la sphère privée, sociale, politique ou professionnelle. Une première partie présente les différentes modalités par lesquelles les femmes redéfinissent la notion de citoyenneté. Cette redéfinition peut agir sur des terrains qui ne sont pas considérés traditionnellement comme politiques mais où l'engagement des femmes met en jeu des transformations dans les rapports de pouvoir ou établit de nouveaux rapports à la citoyenneté. En effet, comme l'indiquent Anne Quéniart et Jocelyne Lamoureux « l'engagement se présente comme une dimension de la citoyenneté politique²⁰ » et c'est à cette lecture que nous invitent les quatre premières contributions. Bélangère Marqués-Pereira appréhende les engagements politiques des femmes du début du XX^e siècle à aujourd'hui en optant pour une approche comparée de

17. L. BÉRÉNI et A. RÉVILLARD, « Un mouvement social paradigmatique ? Ce que le mouvement des femmes fait à la sociologie des mouvements sociaux » ; L. BÉRÉNI et A. RÉVILLARD, « Les femmes contestent » : Genre, féminismes et mobilisations collectives », *Sociétés contemporaines*, 2012/1 n° 85, p. 17-41.

18. S. LAUGIER et P. PAPERMAN, *Le souci des autres. Éthique et politique du care*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2005.

19. O. BOBINEAU, *Les formes élémentaires de l'engagement. Une anthropologie du sens*, Paris, Temps Présent, 2010, p. 113. Voir aussi M. CASTELLS, *L'ère de l'information, Le pouvoir de l'identité*, vol. II, Paris, Fayard, 1999.

20. « Femmes et engagement : représentations, espaces et enjeux », *Cahiers de recherche sociologique*, sous la direction d'A. QUÉNIART et J. LAMOUREUX, *op. cit.*, [<http://id.erudit.org/iderudit/1002316ar>].

l'acquisition de la citoyenneté des femmes en Amérique latine. Nathalie Ludec prolonge la réflexion autour de l'engagement politique des femmes à travers l'expérience de l'organisation mexicaine *Semillas*. Dans une perspective de genre et de classe, la philanthropie féminine surgit ici comme un autre espace possible de participation citoyenne, qui tente de franchir les frontières de la charité en se préservant de tout militantisme, ce qui rend l'expérience problématique. Dans un tout autre contexte, l'engagement des femmes au sein des institutions nationales est également abordé par Alexandrine Guyard-Nedelec qui s'interroge sur les marges de manœuvre ou stratégies en matière d'engagement des femmes juges au sein de la magistrature anglo-galloise, institution hautement conservatrice et androcentrée. Un questionnement similaire est posé dans la contribution de Teresa María Ortega López qui analyse l'engagement des femmes espagnoles dans le monde rural des années de la Transition démocratique en recontextualisant le rôle et le statut des paysannes comme sujets historiques et politiques victimes d'une triple invisibilisation : en tant que femmes, rurales et travailleuses.

Une deuxième partie conceptualise, à travers quatre espaces géographiques, la notion de « maternités politiques », utile pour décrire des formes d'engagement propres aux femmes qui brouillent les frontières entre le public et le privé. Il s'agit de formes d'action dans l'espace public qui remobilisent et réinvestissent des capacités, des compétences considérées comme traditionnellement ou « naturellement » féminines et qui, de ce fait, deviennent un outil d'*empowerment* et d'*agency* pour les femmes. Diana Burgos-Vigna centre son observation sur l'engagement des femmes dans les quartiers populaires de Lima pendant les années Fujimori (1990-2000). À travers l'étude de deux organisations d'aide alimentaire, elle nous invite à nous interroger sur la nature même de l'engagement de ces femmes dans un contexte autoritaire et sur son impact en matière de changement social. La contribution de Mercedes Yusta Rodrigo problématise ces « maternités politiques » à travers la participation des femmes dans la résistance armée (*guerrilla*) contre la dictature franquiste. Le postulat de départ est que l'engagement des hommes et des femmes dans cette résistance est marqué par le système de genre en vigueur dans le monde rural espagnol des années 1930 et 1940, mais cela ne doit pas cacher le sens politique de l'engagement des femmes. Une forme de maternité politique est également examinée dans le Venezuela de Hugo Chávez par Jessica Brandler-Weinreb, qui observe les liens entre démocratie participative et engagement des femmes. Elle montre ainsi que s'engager, pour ces femmes vénézuéliennes, c'est à la fois rechercher l'amélioration de la vie quotidienne, dans la droite lignée des politiques du *care*, mais aussi contribuer activement à l'élaboration de projets de microsociétés. C'est dans un contexte de tension, à la fois guerrière mais également nationaliste, que Valérie Pouzol analyse l'engagement des femmes dans les sociétés israélienne et palestinienne. Longtemps inféodées à la logique du primat nationaliste, les femmes des deux camps ont néanmoins réussi à faire émerger des revendications alternatives dénonçant les

contraintes des sociétés militarisées, le poids des violences de guerre sur les civils et les assignations de genre qui les renvoyaient au rôle unique de mères de combattants.

Le troisième volet de l'ouvrage s'intéresse aux femmes militantes dans les partis politiques et inclut quatre textes qui s'interrogent, dans des contextes multiples, sur l'intégration et les modalités de l'engagement des femmes au sein de ces institutions en analysant les rapports sociaux qui s'y tissent, les trajectoires des militantes et en identifiant des stratégies éventuelles de femmes qui seraient amenées à contourner la sectorisation genrée des activités et à lutter contre un modèle d'engagement pensé par et pour les hommes, à l'origine bien souvent de l'invisibilisation de leurs actions. Ainsi est pris en compte l'écart entre l'ancrage théorique (le discours dominant) et la *praxis* militante dans les organisations politiques. Cette ambivalence entre représentations et pratiques sera une porte d'entrée privilégiée pour comprendre les stratégies adoptées par les militantes afin de développer des modalités d'organisation parfois inédites et autonomes. Les rapports sociaux de sexe sont analysés dans le texte de Gerardo Leibner à l'aune du militantisme des femmes dans le Parti communiste uruguayen, dans les années 1950 et 1960. L'auteur observe comment la massification et la féminisation du parti ont neutralisé les capacités d'action des femmes en tant que sujet politique et ont conduit au renforcement d'une culture androcentrée. Ces mécanismes se lisent également dans la contribution d'Ana Aguado sur l'engagement des femmes dans la culture politique socialiste pendant les années de la Seconde République en Espagne (1931-1936) : l'auteure y dévoile comment l'action individuelle et collective de femmes socialistes est parvenue à reformuler des propositions égalitaires tout en mettant en place des stratégies de mobilisation féminines à partir de la construction de nouvelles identités en tant que citoyennes, mères et travailleuses. La réflexion autour de la mobilisation féminine dans les partis politiques espagnols se poursuit dans le texte de Cindy Coignard où le rôle notable, bien que très minoritaire, des femmes au sein du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) pendant la guerre civile espagnole (1936-1939) est mis en évidence. À travers l'analyse des différents parcours de militantes poumistes, l'auteure s'interroge sur leurs origines et modalités d'engagement dans un parti dit progressiste et égalitaire mais où bien souvent se lit en creux l'écart entre la théorie et la praxis militante. Des problématiques presque identiques traversent le texte de Mónica Moreno Seco dans son analyse de la militance féminine dans les partis de l'extrême gauche espagnole des années de la Transition démocratique. Ces jeunes femmes, issues de la mouvance étudiante, sont parvenues à transgresser les valeurs morales de l'Espagne des années soixante-dix et à conquérir une liberté sexuelle, sans pour autant parvenir à infléchir, au sein même de leurs formations politiques, des pratiques inégalitaires ou sexistes, qui ne faisaient que reproduire des comportements hérités de la société civile et patriarcale.

Enfin, la dernière partie de l'ouvrage prolonge la réflexion amorcée par Mónica Moreno Seco sur les ponts bâtis par les femmes entre engagement

politique et engagement féministe. Les différentes contributions examinent les spécificités de l'engagement féministe et, comment cet engagement est à la fois un moyen de résistance aux logiques patriarcales, une redéfinition du champ du politique et une forme de mobilisation collective qui a recours à des répertoires d'action originaux et hétérogènes. Anne Cova aborde ainsi les grandes organisations féministes internationales dans une perspective historique comparée en se concentrant sur trois fédérations féministes, les « Conseils nationaux des femmes » qui furent créés en France, en Italie et au Portugal respectivement en 1901, 1903 et 1914. L'analyse comparée des dirigeantes des Conseils nationaux des femmes met en évidence la spécificité de l'engagement politique de ces femmes *leaders* et permet de s'interroger sur leur rôle en tant qu'actrices politiques. Un autre visage de l'engagement féministe se fait jour dans l'analyse que propose Anne-Claire Sanz-Gavillon de la revue espagnole *Vindicación Feminista* (1976-1979). À travers une liberté de ton volontairement provocatrice, l'auteure décrypte comment la revue s'engage en faveur de la libération des femmes en prenant ouvertement position sur des thématiques controversées lors des années de la Transition démocratique : légalisation du divorce, de l'avortement, de la contraception, accès des femmes au marché du travail. C'est un tout autre engagement, mais marqué par la même veine radicale et de résistance à l'oppression patriarcale, que donne à voir Karine Bergès dans sa contribution sur le collectif féministe Femen (2008). Les répertoires d'action utilisés par ce collectif, notamment le *topless*, le recours aux nouvelles technologies de l'information comme instruments de militantisme, et la dimension transnationale qui en résulte, ouvrent des pistes de réflexion sur la reconfiguration des modalités de l'activisme politique et sur le renouvellement du militantisme féministe à l'heure de la globalisation.